La prescription de l'action publique. Sénat, 24 mai 2007

Robert CARIO, professeur de criminologie, Université de Pau

Membre de l'INAVEM

Les difficultés de mise en œuvre de la prescription de l'action publique sont réelles. La question est devenue étonnement délicate et complexe alors que l'énoncé même de la règle procédurale posée aux articles 7 à 9 du C.P.P., d'ordre public confirme constamment la jurisprudence, est d'une réelle simplicité. Règle procédurale utile, justifiée par l'écoulement du temps, la prescription ne saurait par conséquent devenir une échelle de gravité des infractions concurrente de celle des peines¹. Dans le même sens, la prescription ne saurait constituer un droit au bénéfice de l'infracteur ou de celui de la victime.

Ce n'est pas au législateur qu'il convient de rappeler que la loi est générale et impersonnelle et, partant qu'elle ne doit pas répondre à la volonté de quelques uns, fussent-ils les victimes ou les proches de victimes de crimes ou de délits sérieux, sauf à prêter le flanc aux critiques dénonçant, certes souvent sans nuance, la montée du victimaire, le sacre de la victime². Seul le sens commun pourrait guider une telle stratégie. Les connaissances scientifiques aujourd'hui disponibles, les « bonnes pratiques » professionnelles aujourd'hui à l'œuvre la condamnent fermement. La sagesse du législateur est-elle de soutenir le sens commun, l'opinion commune sans discernement ou de s'appuyer aussi sur la praxéologie, science des pratiques ?

Convient-il peut-être de rappeler au législateur que l'effectivité de la loi, sa mise en place et son respect effectifs sont aussi essentiels, y compris et sans doute surtout en ce qui concerne les droits des victimes récemment consolidés de manière particulièrement opportune.

En cette matière de la prescription de l'action publique, la complexité est manifestement devenue la règle à un point tel que la doctrine ne cesse de réclamer sa réforme profonde, voire même sa suppression pure et simple³. Chacun sait que la jurisprudence est depuis longtemps hostile à la prescription de l'action publique et qu'elle n'hésite par conséquent pas à reculer son point de départ, à recevoir favorablement tous les motifs de suspension ou d'interruption par un acte de poursuite ou d'instruction, ruinant par là même l'effet visé par la prescription⁴. Une telle complexité du régime de la prescription de l'action publique n'est plus « intelligible » pour personne, qu'il s'agisse du technicien du droit, de l'infracteur ou des victimes elles-mêmes.

---

1. V. Jean Danet, La prescription de l'action publique : quels fondements et quelle réforme ?, *In A.J. Pénal*, 2006, 7-8, pp. 285-289.

2. R. Cario, Qui a peur des victimes ? *In A.J. Pénal*, 2004-12, pp. 434-437.

3. V. not. et récemment Christian Guéry, Kafka II ou « pourquoi faire simple quand on peut faire... une nouvelle loi sur la prescription des infractions commises contre les mineurs ? », *In Rec. Dalloz, Doctr.*, 2004, pp. 3015-3019 ; Xavier Lameyre, La prescription de l'action publique en matière d'infractions contre les mineurs, ou les dysharmonies d'un régime pénal d'exception, *In A.J. Pénal*, 2006, 7-8, pp. 289-293 ; André Varinard, La prescription de l'action publique : une institution à réformer, *In Mélanges Pradel*, 2006, pp. 605-631.

4. V. à ce sujet les manuels de procédure pénale et les Recueils de jurisprudence qui regorgent de cas concrets.

Les arguments favorables, ou défavorables, au maintien ou non de cette prescription sont bien connus. Ils ont tous recevables... selon que l'on se place au moment de leur apparition doctrinale et/ou selon le but que l'on entend assigner à la prescription.

De manière assez décisive, il me semble cependant que les données juridiques et criminologiques actuellement disponibles militent dans le sens de son maintien, mais en revenant à la hauteur des délais traditionnels (1/3/10) avec report le cas échéant à la majorité des victimes au cas de crime ou de délit particulièrement sérieux. Les victimologues ont bien montré que l'enfant victime « a peur de parler et, lorsqu'il il le fait, l'adulte a peur de l'entendre »⁵.

Il importe en effet d'insister sur la nécessité pour le système de justice pénale de répondre au crime, dans son endroit comme dans son envers, dans un délai raisonnable, conformément aux dispositions de l'article préliminaire du C.P.P., en accord avec l'art. 6-1 de la C.E.D.H. Il est essentiel pour l'infracteur d'être puni en vue de sa resocialisation, pour la victime d'être réparée le plus globalement possible, pour la société (des proches à l'ensemble des citoyens) d'être apaisée socialement, à l'intérieur d'un délai raisonnable, l'œuvre de justice devant conduire à restaurer le plus vite possible, dans le cadre d'un procès équitable, l'Harmonie sociale.

Deux séries de remarques devraient guider la réforme de la prescription de l'action publique. En effet, la prescription est, tout d'abord, un outil me semble-t-il performant de politique criminelle en général (« la grande loi de l'oubli » notamment), de politique pénale en particulier (légitimité et effectivité de la réponse pénale). Si les faits sont révélés, il suffira, le cas échéant, de « gérer les interruptions » jusqu'à ce que les nouvelles et performantes techniques policières – élément qui semble être déterminant dans votre réflexion – permettent d'apporter la preuve irréfutable de la culpabilité, pour le moins, de l'auteur présumé des faits. La question se pose d'en limiter la durée totale, au double des délais initiaux selon quelques auteurs.

Si les faits sont trop tardivement reportés, la prescription devrait être acquise, mais dans le cadre d'une procédure renouvelée, plus respectueuse des droits et besoins de chacun.

La prescription me semble ensuite, constituer une mesure pertinente du point de vue victimologique. En ce sens, dans l'intérêt psychologique et social même des victimes et/ou de leurs proches, il importe de les (ré)humaniser au plus près des faits reportés, dans l'immédiat de la victimisation ou plus tardivement au moment où les aptitudes des victimes leurs permettent de les révéler.

Dans ces deux séries d'hypothèses, retarder, en en prolongeant ou reportant de manière excessive le délai de prescription, la clôture de l'affaire criminelle par défaut de preuves indiscutables, risque fortement de plonger la victime dans une plainte infinie. Et à chaque nouvel acte, elle est amenée à « redire » les faits, à « revivre », précisent encore les victimologues, les souffrances consécutives au crime subi par elle-même et/ou par l'un de ses proches. Comment entrer dans le deuil de ce qui s'est effectivement passé, comment « vivre avec » de manière apaisée les répercussions du crime, comment parcourir plus généralement

---

5 . V. Marceline Gabel, *Les enfants victimes d'abus sexuels*, 2éd. 1996, PUF, p. 7.

le long chemin de la restauration s'il est à ce point semé d'embûches ? D'autant plus que les aptitudes à la remémoration de faits anciens, particulièrement dans le domaine des agressions sexuelles, est décrite comme très problématique par les psychocriminologues. Il en va de même pour les éventuels témoins. Que dire encore de l'effacement, voire de la disparition, avec le temps, de certains éléments concrets de preuves... ? Comment poser avec certitude la preuve des faits que l'on a effectivement subis et confondre leur auteur, à l'intérieur de surcroît d'un système de preuves matérielles dans notre pays, ne laissant guère la place à aucun doute, même « plus que raisonnable » comme dans le droit anglosaxon ?

Inévitablement, la victime se trouve ainsi exposée, pour des raisons personnelles et processuelles, à une victimisation secondaire bien inutile, voire à son instrumentalisation, car le doute risque de toujours profiter à l'accusé.

Il est néanmoins tout à fait envisageable de répondre aux demandes de la victime et/ou de ses proches tout en maintenant active, selon les précisions apportées précédemment, la prescription de l'action publique. La réflexion que vous menez quant aux « difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la prescription pénale » semble pouvoir heureusement s'inscrire dans un contexte plus large de justice restaurative. Selon la philosophie restaurative, au-delà de l'acte, naturellement inacceptable qui a été posé par l'infracteur, l'infraction porte également atteinte à des relations interpersonnelles. De manière complémentaire à la punition de l'acte, il convient de rétablir le plus vite possible le lien social en offrant à tous (infracteur, victime et/ ou leurs proches) une réparation globale et durable. La stratégie mise en œuvre par la Justice restaurative vise à rendre les intéressés eux-mêmes beaucoup plus actifs dans la régulation du conflit qui les oppose, en présence d'un médiateur professionnel habilité par le magistrat compétent à qui le prononcé de la décision finale appartiendra toujours⁶.

Une telle démarche, reposant sur différentes mesures (comme la médiation pénale, ou la réparation pénale à l'égard des mineurs), apparaît prometteuse car elle prend en considération les droits, entendus au sens large des victimes : droits à la reconnaissance, à l'accompagnement et à réparation. Etre reconnue, au-delà des blessures et des dommages subis, comme personne humaine est essentiel : « Par la grâce du toi, le moi s'éveille à nouveau » a pu écrire Bachelard. C'est en effet par le regard de l'autre que l'humanité se réalise et, sans ce regard que nous devons lui porter, il est impossible pour la victime de sortir de l'inhumanité du crime, de redevenir une personne désirante.

L'accompagnement (juridique, psychologique et social) de la victime a été notablement amélioré, dans les textes pour le moins (sinon ces fâcheuses pratiques de toujours vouloir penser et faire « à sa place »). Il en va de même quant à sa réparation, de plus en plus globale (sinon aux plans psychologique et social où elle demeure perfectible). Par contre sa reconnaissance n'est pas toujours suffisamment affirmée et, notamment, lorsque des poursuites ne peuvent être enclenchées ou doivent être interrompues⁷. C'est le cas manifestement de la prescription.

Alors pourquoi ne pas systématiser, dès que les faits sont reportés, chaque fois que les parties le souhaitent, une rencontre restaurative élargie à leurs proches (à la manière de la conférence du groupe familial instituée par des législations étrangères), entre infracteur et victime, en présence d'un médiateur professionnel mandaté par le juge pour envisager, préparer et animer une telle rencontre, dans le respect des droits humains, de la sécurité juridique et de la

---

6. V. not. Robert Cario, *Justice restaurative, principes et promesses*, Ed. L'Harmattan, 2005, 164 p.

7. V. not. Robert Cario, *Victimologie. De l'effraction du lien intersubjectif à la restauration sociale*, Ed. L'Harmattan, 3^e éd. 2006, 335 p.

confidentialité des débats ? Le but d'une telle rencontre restaurative, à laquelle pourraient également assister toutes les personnes intéressées (d'un point de vue institutionnel notamment) serait de permettre aux parties d'envisager, ensemble, les moyens à mettre en œuvre pour la réparation de tous afin de trouver une issue acceptable au conflit. Par une telle rencontre, les fautes et les rôles de chacun sont publiquement nommés, dans le partage et la réciprocité, offrant ainsi à l'auteur connu la possibilité de proposer à la victime divers formes de réparation, y compris au travers d'excuses symboliques, offrant également à la victime (ou à ses proches) l'opportunité de sortir de la culpabilité psychique qui souvent l'(les) a envahi de n'avoir rien pu faire pour éviter le crime. Une telle rencontre doit pouvoir aboutir, à l'instar du procès pénal, à la clôture de l'affaire, inévitable pour marquer la séparation des destinées injustement nouées par le crime.

Il s'agit là de l'une des propositions formulées par un groupe de travail que j'ai présidé, à la demande du CNAV, chargé d'envisager l'intégration de la justice restaurative dans notre système de justice pénale. Le Rapport final devrait être très prochainement remis entre les mains de l'actuelle Ministre de la justice.

En résumé : il paraît souhaitable de revenir aux délais classiques de prescription de l'action publique (1-3-10 ans) pour toutes les infractions à deux dérogations et un aménagement procédural près : 1) les crimes contre l'humanité déclarés universellement comme imprescriptibles ; 2) le report du point de départ de la prescription à la majorité, pour des délais de même longueur, lorsqu'il s'agit de victimes mineures au moment des faits. Afin de ne pas en dénaturer le sens, il conviendrait d'inviter la jurisprudence à plus de cohérence et d'uniformité dans la fixation du point de départ du délai de prescription « au jour où l'infraction est apparue et a pu être constatée », en limitant de surcroît la durée totale du délai durant lequel les suspensions et interruptions pourront être légitimement accueillies.

3) Dans tous les cas, il importe de mettre parallèlement en place au sein de notre système de justice pénale, par nécessité et par anticipation de problèmes liés notamment à la prescription de l'action publique, des rencontres restauratives entre les parties concernées qui le souhaitent, afin qu'elles envisagent, en commun, les conséquences de l'infraction et les moyens de favoriser leur réparation.

Il s'agit donc moins de créer, à mon point de vue, de nouvelles modalités de prescription de l'action de l'action publique que de redonner cohérence et effectivité aux dispositifs actuels, recentrés sur la reconnaissance de l'humanité des personnes concernées par le crime. Conformément à leurs missions « habilitées justice », les Services d'aides aux victimes et de médiation, fédérés au sein de l'INAVEM, ne manqueront pas d'accompagner l'œuvre ainsi renouvelée de justice.